

États-Unis

L'année 1977 a été remarquable pour les relations canado-américaines, les deux pays se montrant disposés à se consulter sur les politiques ou les mesures susceptibles de toucher leurs intérêts respectifs.

Le Canada a continué d'accorder une importance toute particulière à ses rapports avec son voisin du sud. Compte tenu de l'importance, de l'étendue et de la complexité des relations canado-américaines et de la nécessité de les coordonner avec le plus grand soin, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé, en avril, la création, au sein du Ministère, d'un Bureau chargé exclusivement des affaires des États-Unis.

Accompagné du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le premier ministre Trudeau s'est rendu en février à Washington, où il a eu des entretiens francs et cordiaux avec le président Carter sur diverses questions bilatérales et internationales. Il était le deuxième chef de gouvernement à effectuer une visite officielle à la Maison Blanche depuis l'établissement de la nouvelle Administration et le premier chef de gouvernement du Canada à prendre la parole devant les deux chambres du Congrès réunies.

Les rapports intimes qui se sont établis entre le premier ministre et le président Carter, ainsi qu'entre d'autres membres du gouvernement canadien et de l'Administration américaine, ont facilité l'étude d'un certain nombre de questions importantes au cours de l'année. Un Accord de pêche provisoire fut conclu au début de l'année, laissant ainsi aux parties le temps voulu pour s'entendre sur la délimitation des frontières maritimes et les questions connexes des ressources; des négociateurs spéciaux ont été chargés par la suite de trouver un règlement global à ce sujet. L'un des faits marquants de l'année fut le succès de la négociation d'un accord permettant la construction d'un pipeline qui, devant transporter du gaz naturel du Nord aux marchés méridionaux, traversera le territoire canadien. Après la visite de M. Greffin Bell, Attorney général des États-Unis, venu à Ottawa à la demande du président Carter, les efforts ont redoublé en vue d'établir des principes et des mécanismes destinés à permettre l'application réciproque des lois et des mesures anti-cartel adoptées dans chacun des deux pays. En 1977, le Ca-

nada et les États-Unis ont aussi signé un Traité sur les pipelines de transit, un Accord provisoire de coopération nucléaire, et ont parafé un accord établissant un nouveau barème de péage pour la Voie maritime du Saint-Laurent. M. Trudeau est retourné à Washington en septembre pour assister à la cérémonie marquant la signature des Traités du canal de Panama et s'entretenir de nouveau avec le président Carter.

De nombreux ministres canadiens ont rencontré leurs homologues américains au cours de l'année, à Washington ou à Ottawa, et les contacts personnels et les consultations se sont poursuivis entre parlementaires canadiens et membres du Congrès américain. La dix-huitième réunion du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis s'est tenue à Victoria, en Colombie-Britannique, du 27 au 31 mai; on y a discuté de questions qui intéressent les législateurs des deux pays. A la fin de l'année, le gouvernement canadien se préparait à recevoir la visite, prévue pour le début de 1978, du vice-président Mondale et de son épouse.

Questions économiques

En 1977, le Canada est resté le premier partenaire commercial des États-Unis et vice-versa. D'une valeur supérieure à 60 milliards de dollars, les échanges commerciaux entre les deux pays demeurent les plus importants du monde. Le Canada a enregistré un léger excédent dans ses opérations sur marchandises avec les États-Unis, mais son déficit en compte courant est resté considérable, en raison de l'augmentation des paiements au titre des services et dividendes et du bond enregistré dans le déficit touristique. Les emprunts canadiens aux États-Unis ont légèrement diminué par rapport à 1976, en partie à cause de la fermeture de l'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains et de la compétitivité accrue des marchés financiers européens.

Étant donné l'ampleur des relations économiques entre les deux pays, les deux gouvernements ont dû, comme par le passé, discuter